

Convention collective nationale

IDCC : 218 | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**
(8 février 1957)

Avenant du 16 juillet 2024

portant prorogation du protocole d'accord du 6 octobre 2020
instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail

NOR : ASET2450731M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UCANSS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FEC FO ;

PSTE CFDT ;

SNFOCOS,

d'autre part,

Préambule

Le protocole d'accord du 6 octobre 2020 instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail prévue par l'article L. 3123-27 du code du travail dans certains secteurs d'activité du régime général de sécurité sociale a été conclu pour une durée de 4 ans à compter de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale. Il cessera par conséquent de produire ses effets le 30 novembre 2024. Les parties signataires ont souhaité proroger l'accord existant afin de mener la négociation sur l'année 2025.

Elles ont donc convenu des dispositions qui suivent :

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | Prorogation du protocole d'accord du 6 octobre 2020 instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail prévue par l'article L. 3123-27 du code du travail dans certains secteurs d'activité du régime général de sécurité sociale

Le troisième alinéa de l'article 8 du protocole d'accord du 6 octobre 2020 instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail prévue par l'article L. 3123-27 du code du travail dans certains secteurs d'activité du régime général de sécurité sociale, est ainsi rédigé :

« Il est conclu pour une durée déterminée à compter de sa date d'agrément ou à compter du 1^{er} décembre 2020 si ce dernier intervient antérieurement à cette date et jusqu'au 30 novembre 2025. »

Article 2 | Dispositions diverses

Le présent accord entre en application sous réserve de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale, et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Il est d'application impérative à l'ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale.

Fait à Montreuil, le 16 juillet 2024.

(Suivent les signatures.)